La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste La Lutte

25 janvier 2017 « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx Stib

Une école malade des inégalités sociales

Les propositions de réformes de l'enseignement publiées par Marie-Martine Schyns, la Ministre de l'enseignement de la fédération Wallonie-Bruxelles, ont provoqué pas mal de réactions. Pour l'essentiel, elle a proposé de réduire la durée des cours à 45 minutes, de fusionner l'histoire, la géographie et l'économie dans un paquet appelé « sciences humaines » et de prolonger le tronc commun d'un an. Elle veut ainsi focaliser les premières années sur l'axe français-mathématiques.

Il faut dire que les tests européens Pisa montrent que l'enseignement francophone est à la traîne. Mais contrairement à ce que les discours sur les programmes le laissent supposer, ce n'est pas une question de programmes mais d'abord de moyens. Les études montrent que les élèves qui sont issus de milieux plus favorisés, qui peuvent de payer des écoles privées, ont des résultats bien meilleurs. Cela n'est ni étonnant, ni nouveau.

L'idée même de permettre à tous les enfants d'aller à l'école remonte au développement de l'industrie au 19ème siècle. Jusque-là, seuls les rejetons des classes riches avaient droit à un enseignement général. Les autres avaient au mieux accès à l'apprentissage d'un métier chez un maître artisan. C'est le besoin des industriels d'avoir une main-d'œuvre capable de lire des instructions et de manipuler des machines de plus en plus complexes qui a poussé l'État à organiser une école publique. Et il faudra encore attendre le début du 20ème siècle pour que l'enseignement devienne gratuit et obligatoire pour tous les enfants.

En plus de les préparer à leur futur travail, l'école a servi dès cette époque à endoctriner et moraliser les classes populaires pour qu'elles respectent l'ordre établi et ses représentants. Jamais l'école n'a eu comme objectif de permettre aux enfants des milieux populaires de se développer, de se cultiver, de comprendre le monde.

Périodiquement, on entend dire que les jeunes sont en échec parce qu'ils « s'ennuient à l'école », qu'il est inutile de les y maintenir jusqu'à 16 ans et qu'il vaut mieux les mettre en apprentissage dès que possible, à 14 ans. Le problème serait de se demander pourquoi ces jeunes, arrivés vers la fin de la scolarité obligatoire, ne veulent plus de l'école, ne s'y intéressent plus.

D'où vient cet échec scolaire, que les gouvernements successifs imputent tantôt aux enseignants, tantôt aux méthodes pédagogiques, tantôt, et c'est le pire, aux parents ? La raison principale réside dans le manque de moyens, qui mène à des classes surpeuplées et des profs surchargés qui ne peuvent pas aider comme il faudrait chaque élève à surmonter les difficultés. Et cela commence dès la maternelle. Un enfant qui à cet âge n'a pas acquis un niveau de langue suffisant sera désavantagé pour tout le reste de ses études.

Derrière la fameuse « égalité des chances » qui n'est qu'un mythe, l'inégalité à l'école ne fait que refléter l'inégalité sociale car les objectifs de l'enseignement ne sont pas les mêmes pour les riches que pour les pauvres.

Concrètement, depuis des dizaines d'années, la Fédération Wallonie Bruxelles prône un système de filières et de « compétences » censé préparer les jeunes à l'entrée dans le monde professionnel. Très jeunes, ils sont poussés à se spécialiser et ceux qui ne sont pas jugés capables de suivre l'enseignement général sont envoyés vers les filières professionnelles. C'est une éducation à deux vitesses : les enfants des classes populaires sont préparés à devenir des machines, tandis que la culture universelle reste réservée aux enfants de la bourgeoisie.

Le fait que Schyns propose de prolonger d'un an la durée du « tronc commun » a fait violemment réagir, en particulier au MR où Borsus affirme que c'est « contraire à ce que l'on attend dans le monde de l'entreprise ». Et Waseige, le responsable de l'Union Wallonne des Entreprises précise : « il faut être capable de faire une règle de trois et de lire un mode d'emploi » et à part lire et compter, il faut aussi la « capacité de travailler ».

Face à l'appropriation de l'enseignement de la culture générale par la bourgeoisie, le monde ouvrier avait au 19ème et au 20ème siècles organisé ses propres écoles où les travailleurs pouvaient accéder à un niveau d'éducation qui leur avait été refusé par la société capitaliste, ils voulaient eux aussi comprendre le monde et son histoire car ils avaient compris que c'était nécessaire pour le changer, pour établir un jour une société communiste qui mettrait fin aux inégalités sociales et ferait de l'éducation une priorité et qui favoriserait le développement des talents, des qualités de chacun à tout moment de sa vie.

Ce combat-là est encore le nôtre aujourd'hui.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Formation au rabais

La direction dont la fonction principale, pour ne pas dire unique, est de gratter les fonds de tiroir pour faire des économies a réduit il y a un petit temps déjà la formation des nouveaux chauffeurs avec moniteur de 13 à 10 jours. Cela veut dire 24 heures de formation sur le terrain en moins, ce n'est pas rien. Les collisions récentes entre bus 71 à la Porte de Namur et entre bus 21 et 12 à la Place du Luxembourg rappellent à quel point il faut au contraire renforcer cette formation !

Direction bloquante

Fin 2016, le directeur du mode bus, le directeur de la centrale administrative, le chef du matériel roulant et le manager de Haren ont approuvé la liste des 27 avaries bloquantes établie avec les représentants syndicaux en la paraphant. La direction a demandé un délai d'un an pour former le personnel (chauffeurs, mécanos, brigadiers, dispatcheurs, etc.) et proposé en attendant de contrôler périodiquement les bus à la sortie des dépôts (ce qu'elle appelle pit stop pour se donner un genre). Finalement, les chauffeurs ne sont toujours pas formés et la liste reste lettre morte.

Bus pour la casse

La trentaine de bus USB250 ne sont pas aux normes européennes question pollution. Depuis le 1er janvier 2018, la STIB devrait payer des amendes mais elle ne semble pas être logée à la même enseigne que le simple citoyen. Le patron veut probablement tirer ces caisses pourries encore quelques années, alors il fait placer des filtres supplémentaires pour un coût de 75000 euros. Ces bus étaient déjà des veaux mais maintenant ils ne sont même plus capables de démarrer en côte. Bientôt, il va falloir demander aux passagers de pousser le bus ?

Grève des coursiers de chez Deliveroo

Les membres du collectif des coursiers, qui regroupe 200 travailleurs de chez Deliveroo, ont mené des actions de grève le week-end dernier. La colère des livreurs à vélo vient de l'obligation qui leur est faite de devenir indépendants à partir du 31 janvier. Payés 5 euros bruts la course, ils n'auront alors plus droit à aucune protection sociale ou couverture en cas d'accident. De quoi rendre leurs conditions de travail, déjà précaires, vraiment dignes de celles des journaliers du XIXème siècle. A Bruxelles, à Liège et dans d'autres villes, ils se sont rassemblés pour faire le tour des restaurants « partenaires » de Deliveroo et les faire fermer l'application internet afin de soutenir leur mouvement.

Des matraqueurs volontaires au service du gouvernement ?

Bart de Wever, le président de la NV-A et bourgmestre d'Anvers, a dit au mois de décembre qu'il aimerait pouvoir engager des « policiers volontaires » pour augmenter les effectifs policiers de 10% lors d'évènements particuliers. Et Jambon, le ministre de l'intérieur, NV-A lui aussi, trouve que c'est « une bonne idée ! » Donner une matraque et un uniforme à des volontaires qui voudraient venir en renfort pour casser les manifestations, voilà une idée digne d'époques qu'on pourrait croire révolues remise au goût du jour par le gouvernement.

Misère avec le MR, tout comme avec le PS

L'ancien premier ministre Di Rupo a fait parler de lui en caricaturant le slogan du premier ministre Michel « jobs, jobs, jobs » en « misère, misère, misère. » Effectivement, le gouvernement actuel ne fait rien pour préserver l'emploi et fabrique au contraire de plus en plus de boulots précaires, mal payés, et des chômeurs à la pelle. Mais qu'a fait avant lui le gouvernement Di Rupo ? Exactement la même chose : d'énormes cadeaux aux patrons sans rien leur imposer en échange, un démantèlement des droits sociaux comme la pension ou les allocations de chômage, le blocage des salaires. Alors, le PS a beau jeu aujourd'hui de faire mine de s'offusquer. Il faut imposer l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices mais pour cela les travailleurs ne devront compter que sur leurs propres forces.

Silence dans les rangs !

Après les matraques volontaires, genre milice armée, voilà la police à domicile. Avec la NV-A, il y a comme un souffle militaire qui plane dans l'air. Normal, ils ont plein de copains aux crânes rasés.

Voilà l'affaire : De Wever n'aime pas les réfugiés - il n'aime personne sauf les patrons. Il fait les poches de la sécu et les nôtres pour remplir celles de ses copains du Cercle de Lorraine (un endroit réservé aux riches pour manger des petits fours tout en parlant pognon). Mais comme il ne veut pas être pris la main dans le sac, il accuse les réfugiés. Pour joindre le geste à la parole, il veut donner le droit (à qui, ce n'est pas encore très clair) d'envoyer la police chez vous, regarder dans vos tiroirs s'il n'y a pas un réfugié caché. D'office, la police va prendre racine dans votre salon. D'une pierre, deux coups ils vont faire ! Contrôle et répression, c'est pour nous faire bosser sans broncher.

Si tu veux discuter avec des militants du bulletin ou raconter ce qui se passe dans ton secteur, contacte-nous par courrier à BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur (sans autre mention), par mail à contact@lalutte.org. Notre site Internet : www.lalutte.org
Éditeur responsable : M.E. Gerard, BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP